Virgine BRINKER, Catherine COQUIO, Alexandre DAUGE-ROTH, Éric HOPPENOT, Nathan RÉRA, François ROBINET, dirs, *Rwanda, 1994-2014. Histoire, mémoires et récits*
Dijon, Éd. Les Presses du réel, 2017, 544 pages

Thomas Atenga

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20059>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.20059

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2019

Pagination : 391-393

ISBN : 9782814305540

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Thomas Atenga, « Virgine BRINKER, Catherine COQUIO, Alexandre DAUGE-ROTH, Éric HOPPENOT, Nathan RÉRA, François ROBINET, dirs, *Rwanda, 1994-2014. Histoire, mémoires et récits* », *Questions de communication* [En ligne], 35 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 21 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20059> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.20059>

vente non seulement des timbres fiscaux (ce qui est la norme régalienne) mais surtout du tabac et des allumettes dont l'usage, pour le dernier produit, est général et d'une bonne rentabilité fiscale. Donc, la recommandation n'est pas un favoritisme visant à contourner les règles de l'octroi de la « carotte », source de revenus pour l'État et pour certains commerçants bénéficiant du monopole, à moins que la documentation sur les passe-droits ait été détruite avant son dépôt en archives publiques. L'hypothèse est romanesque.

L'historien s'interrogera ensuite sur le métier de député dans trois Républiques successives. Est-il le même en 1900 et en 1970 ? Le député giscardien Bernard Destremau (1917-2002) donne un témoignage de sa mission dans lequel Jules Develle aurait des difficultés à reconnaître la sienne à la différence de Louis Jacquinot qui, champion de la longévité, a dû mesurer l'évolution de la fonction de représentant du peuple : « Lorsque, avec quelques députés « giscardiens », j'ai pénétré pour la première fois dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, en 1967, on m'a bien vite affranchi : « Ne t'imaginer pas que tu pourras attacher ton nom à une loi. Ne t'imaginer pas non plus que si nous nous mettons à plusieurs nous aurons plus de chances de faire passer une loi. Désormais c'est le gouvernement, l'exécutif qui se réserve de légiférer. » Deux ans plus tard, d'ailleurs, en 1969, M. Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances, me déclarait que le parlement n'était plus fait pour proposer des lois [...] En 1967, les parlementaires ne réagissaient pas contre les abus de pouvoir du gouvernement [...] Les parlementaires voulaient-ils modifier un texte [...] On les renvoyait dans leur circonscription et pour faire bonne mesure on les aidait politiquement et matériellement dans leur rôle de député à condition qu'il soit local. » (Bernard Destremau, « Pauvre député ! », *Le Monde*, 27 février 1987, p. 2). En conséquence, le député de la Cinquième République voit sa mission de « recommandeur » reconnue et favorisée par la coutume constitutionnelle à la différence de celle de l'élu de la Troisième qui, lui, a l'initiative de la loi que ne possède plus son héritier. L'aspect institutionnel manque à cette étude pour évaluer ce qui change la saveur et la valeur de la recommandation.

Par delà ces différences de nature institutionnelle, la recommandation – qui n'est pas un passe-droit – semble relever tout autant de l'assistantat social que des missions qui ont échoué, après le 3 janvier 1973, au médiateur de la République épaulé par ses représentants départementaux. Le député, par son entremise, semble dénouer des situations administratives hors norme (les

demandes de sursis militaire ou de libération anticipée du service national), aider des gens simples à ne pas être écrasés par le mécanisme parfois compliqué de l'administration ou dénouer des situations personnelles exceptionnelles par rapport au service national. Il eut été bon de marquer l'évolution des demandes en raison de la prise en charge par l'État lui-même des situations imprévues ou imprévisibles.

L'ouvrage est novateur par la nature de la source qu'il analyse. Mais il peut laisser le lecteur sur sa faim dans la mesure où, fasciné par la méthode sociologique, l'auteur n'a pas assez mis la documentation dans le contexte politique et institutionnel très différent entre le Troisième et la Cinquième République.

Jean-Louis Clément

IRCM, université de Strasbourg, F-67000

j.clement[at]unistra.fr

Virgine BRINKER, Catherine COQUIO, Alexandre DAUGE-ROTH, Éric HOPPENOT, Nathan RÈRA, François ROBINET, dirs, Rwanda, 1994-2014. Histoire, mémoires et récits
Dijon, Éd. Les Presses du réel, 2017, 544 pages

En histoire, littérature, droit, science politique, philosophie, sociologie, anthropologie, sciences de l'information et de la communication, etc., les tentatives de restitution de certaines séquences, d'analyse et compréhension des causes et conséquences du dernier (?) plus grand génocide africain se multiplient, poléminent parfois, mais se complètent. À leur manière, et avec leurs effets spéciaux et techniques de construction du sens, le cinéma et le théâtre s'en sont aussi saisis. Toutes ces approches ont très souvent été isolées. À travers sa somme de 544 pages, ce livre collectif adopte la démarche inverse. À l'occasion de la commémoration des 20 ans du déclenchement et de l'exécution de ce projet funeste, il rassemble dans une même intuition éditoriale, artistes, chercheurs, et spécialistes de plusieurs disciplines. Il s'agit d'identifier et catégoriser les défis qui se posent encore à la raison plus de deux décennies après. « Ces enjeux d'ordre à la fois cognitifs et intellectuels, judiciaires et politiques, culturels et artistiques, éducatifs aussi, se croisent et souvent se brouillent » (p. 9). Ce qui exige « un travail de différenciation et d'échanges interdisciplinaires. Démêler ce qu'il en est du réel et de son incessante reconstruction dans les images et les discours – à la fois politiques, médiatiques, artistiques, universitaires – suppose d'articuler les champs du savoir et de réflexion qui se sont essayés à comprendre et penser ce qui s'est passé là, tout comme son héritage présent et ses implications éthiques et politiques » (*ibid.*).

Fruit du colloque tenu à Paris du 13 au 15 novembre 2014, les quatre parties qui forment l'ouvrage ambitionnent de « replacer ces problématiques dans le cadre des productions et des manières de voir rwandaises, qui, trop souvent, ont tendance à être laissées à la périphérie des débats qui se tiennent hors du Rwanda » (p. 13). Le projet se voulait donc « fédérateur et ambitieux » (p. 14). Avec « pour objectif de proposer un état présent de la critique et des savoirs sur le génocide contre les Tutsi et son après, mais aussi de livrer une réflexion commune sur l'avenir tel que le dessinent ses perspectives d'historisation et de transmission à l'échelle rwandaise autant que mondiale dans une conjoncture politique et culturelle mouvante ou la violence (guerrière, raciale, politique, symbolique) n'a pas disparu, loin s'en faut » (*ibid.*).

La démarche des directeurs du projet est donc originale. Originalité qui se perçoit, y compris dans la forme éditoriale où chaque chapitre fait intervenir en sous-chapitres, plusieurs auteurs. De même que cette galerie d'une cinquantaine de photos qui sert de transition entre la deuxième et la troisième partie. Pourquoi ne pas relever la quatrième qui n'est pas séquencée en chapitres, mais donne la parole presque en guise de conversation à la psychiatrie, à la psychothérapie, etc., afin que les témoins (sur)vivants avec leurs traumas, continuent de regarder devant, fabriquer l'avenir.

La première partie « Le crime de génocide : quels récits, mémoire, justice, politique » s'organise autour de trois chapitres qui s'agencent sur l'idée de récit, ses stéréotypes structurants, les lieux de transmission de la mémoire du génocide ainsi que des pistes d'enseignement de cette histoire en France. À partir du vocabulaire des femmes détenues, les pratiques féminines de la cruauté sont explorées pour comprendre « la construction de représentations partagées par ceux qui ont exercé les violences et ceux qui les ont subies : connaissance autour desquelles la mémoire se construit » (p. 27). Dire et se représenter les pratiques de cruauté a permis à la justice de déterminer au cas par cas les peines. Méthode qui s'est avérée complexe « tant les mutilations corporelles ont été nombreuses et tant l'inventivité des meurtriers pour infliger des souffrances aux victimes a été grande » (p. 35). La même complexité réside dans les stratégies de patrimonialisation du génocide que l'État rwandais met en place à travers les mémoriaux et les enseignements. Car, « ce qui compte n'est pas tant de savoir quelle(s) histoire(s) du génocide transmettent les mémoriaux, au sens muséographique, mais de comprendre en quoi le choix des mémoriaux modèle au niveau national mais aussi au niveau local une certaine représentation du génocide » (p. 49). Comment

externaliser l'enseignement de cette histoire en France ? Quelle place occupe-t-elle dans les manuels ? Telles sont les interrogations qui sont au cœur du dernier chapitre de cette partie. Mais, au-delà, il y apparaît clairement que le problème de la dénomination des faits brouille la transmission et la pédagogie. « Une minorité de manuels parlent de génocide, les autres préférant les termes et expressions d'affrontements, guerre civile [...] la définition donnée au terme génocide manque en outre de rigueur (synonyme de violence extrême sans la notion d'intention ou de planification par exemple) » (pp. 64-65). Ces manuels escamotent aussi les questions de l'identification du groupe cible, celui de l'implication française ainsi que celui de la diffusion et de la circulation des images qui se concentrent de manière indifférenciée sur la figure du réfugié, sans compter les omissions sur le rôle des Nations unies (p. 65).

La deuxième partie prend en charge la mise en images, des représentations médiatiques et artistiques de l'événement. Par diverses approches, elle met en évidence que les stratégies narratives des médias occidentaux se sont globalement construites autour de la négation. Négation à la fois du génocide lui-même, mais aussi de l'euphémisation de la responsabilité des Nations unies et des puissances historiquement liées à ce pays par divers intérêts. Négation qui prenait aussi la forme de polémique sur les chiffres ou sur le fait qu'il n'y a pas eu planification, etc. Le rôle d'un média comme la BBC, les exemples de la télévision française, celui d'un journaliste suisse appelé à faire une déposition judiciaire au cours d'un procès d'un génocidaire en Allemagne sont ainsi convoqués. De son expérience de témoin au terme de laquelle le Rwandais prévenu a été condamné, l'auteur dit avoir retenu que « le journaliste ne peut pas se prévaloir du simple – et très confortable – statut d'observateur lorsqu'il couvre de graves violations des droits humains. Il sera peut-être un jour comptable devant l'histoire. Il en devient un acteur. Un acteur redevable de ce qu'il a enregistré et restitué à son public » (pp. 198-199). Une contribution rend compte des mutations de l'espace journalistique rwandais post-génocide ainsi que du système médiatique qui y prend forme depuis lors. Le système médiatique est entendu comme « l'ensemble des acteurs et de leurs interactions qui caractérise la manière dont opèrent les médias dans une société donnée, à un moment précis » (p. 204). Il apparaît que, depuis le génocide, le système médiatique rwandais n'est ni « un système répressif prédateur de la liberté de la presse comme le qualifie Reporters sans frontières, ni un système dominé par le libre jeu de l'offre et de la demande, comme le proclame un certain discours officiel. Il s'apparente aux systèmes semi-

autoritaires d'Afrique francophone, mais se différencie également étant donné sa trajectoire historique particulière » (p. 205). Comment photographier ce type d'événement pendant et après ? Quels types de faillites du photojournalisme le génocide rwandais a-t-il mis en relief ? Quelles mutations s'imposent depuis ? Quelles scénarisations filmographiques ? Autant d'autres sujets que cette partie aborde. Photos et films participent du devoir de mémoire, mais laquelle ? Pour quels publics ? Pour quels enseignements ? Des interrogations que les contributeurs de cette séquence affrontent en mettant un accent sur la complexité du sujet. Le cinéma « après avoir archivé ces paroles dans l'intimité de l'espace privé, œuvre par son montage à les inscrire dans l'espace public en leur conférant une résonance sociale inédite » (p. 323).

En les ramenant au cœur de l'objet de l'ouvrage, la troisième partie prolonge les questions que la photographie et les films sur le génocide rwandais posent. La littérature et le théâtre sont ici mobilisés pour voir comment leurs procédés de restitutions des significations arrivent eux aussi à la question de transmettre quoi et à qui et pour quels effets sur la mémoire, la société, le corps politique ? Qu'est-ce qui finalement fait mémoire(s) ? Théâtre, littérature et autres formes artistiques ne sont-elles que catharsis ? Photos, cinéma, roman, théâtre, poésie, peinture, sculpture se situent « au niveau de la responsabilité, une étape pertinente pour les études sur le génocide car elle s'inscrit dans un registre moral. Le reconnaître ainsi suppose un saut. On entre dans le rapport entre le bien/le mal » (p. 405).

La dernière partie regroupe des témoignages, et en filigrane, aborde la question de savoir comment vivre avec ce qui s'est passé au-delà de la dichotomie des camps que les extrémistes de tous bords entretiennent. Comment transcender le trauma pour créer une nouvelle société ? Une thérapie nationale est-elle possible ? Quelles peuvent être les conditions de son effectivité plus de vingt ans après ? Des expériences ont été entamées dans les groupes thérapeutiques nés des *Gacaca* (des juridictions mises en place par le régime pour établir de manière endogène les responsabilités et réapprendre à vivre ensemble). Un des témoins note qu'il « s'agissait de mettre de la parole là où le silence règne, mettre de la pensée là où l'acte l'a bloquée, mettre du lien là où la machette a détruit toute attache. Faire groupe pour métaboliser l'étrange et fascinant vœu de destruction. Faire groupe pour assouvir ce besoin de retrouver un corps constitué capable de recevoir, c'est-à-dire d'entendre et de transformer ce qui se donne par rafale en une

pensée qui va vers l'assimilation des images intrusives et des affects qui s'y rattachent » (p. 495).

C'est dire l'ampleur de la tâche que les polémiques sur l'identification de ce qui s'est passé n'arrivent pas à éteindre. S'agit-il du génocide rwandais, c'est-à-dire englobant l'extermination des Tutsis et des Hutus dits modérés ? S'agit-il exclusivement du génocide des Tutsis du Rwanda ? *Quid* des débats encore et toujours sans fin des campagnes de représailles post-génocide menées par des factions du Front patriotique rwandais (FPR) alors arrivé au pouvoir ? Autant d'aporées pour la raison, l'épistémologie pluridisciplinaire de cette histoire terrifiante de l'Afrique contemporaine postcoloniale. Autant de plaies (?) encore à panser et qui compliquent la construction d'un univers de sens et de significations partagés sur cette page sombre de l'histoire de ce pays montagneux que les progrès économiques de ces dernières années ne sauraient occulter.

Thomas Atenga

Université de Douala, CM-2701

thomas.atenga[at]gmail.com

Ion CÂRJA, Dan-Lucian VAIDA, Loránd L. MADLY, Dan PRAHASE, eds, *Un Ardelean în Marele Râzboi/Ein Siebenbürger im Großen Krieg/A Transylvanian in the Great War: Albert Porkoláb (1880-1920)*

Cluj-Napoca, Ed. Argonaut/ Ed. Mega, coll. Documente, Istorie, Mărturie, 2016, 246 pages

Le volume porte sur la Première Guerre mondiale, vue à travers la collection de photographies et cartes postales d'un officier de carrière de Transylvanie (Roumanie) au service de l'armée austro-hongroise puis de l'armée roumaine. Ce conflit a donné a donné lieu à de nombreuses analyses, interprétations et explications. Nombre de chercheurs ont essayé d'en rendre compte, de comprendre ses causes, son importance, d'en évoquer les victimes. De ce point de vue, la démarche des éditeurs, Ion Cârja, Dan-Lucian Vaida, Lorand L. Madly et Dan Prahase est notable. Cet ouvrage montre pour la première fois la correspondance d'un officier transylvanien participant à la Première Guerre mondiale avec sa famille et ses amis, mais aussi ses photographies prises sur le front, photographies qui ont capté gens, lieux, activités et moments propres à la guerre. Excellente à tout point de vue, cette édition est d'une rare originalité et constituera à n'en pas douter une source documentaire importante pour les travaux liés à la Grande Guerre.